

Dépôt : Dan Biancalana

Luxembourg, le 13 juillet 2022

Projet de loi n° 7124 et n° 7126



MOTION

La Chambre des député-e-s,

- Vu les objectifs des projets de loi n° 7126 relative aux sanctions administratives communales et à l'élargissement des compétences des agents municipaux et n° 7124 portant modification : 1° de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ; 2° de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives ; en vue de l'institution d'un recours contre les décisions de sanctions administratives communales qui visent :
 - o l'établissement d'une liste d'infractions susceptibles de faire l'objet d'une sanction administrative au niveau communal qui pourront être insérées de manière facultative dans les règlements généraux de police communaux,
 - o l'élargissement des compétences des agents municipaux qui seront amenés à rechercher et à constater les infractions aux règlements généraux de police communaux sous la responsabilité des collèges des bourgmestre et échevins en ce qui concerne les infractions pourvues de sanctions administratives, et, sous la surveillance du Procureur d'État, de certaines contraventions sanctionnées pénalement,
 - o à décharger la Police grand-ducale et la Justice,
 - o l'introduction, dans le contexte des sanctions administratives, d'une procédure devant un fonctionnaire sanctionnateur et d'une procédure de recours simplifiée qui afin de garantir les droits de la défense,
- considérant les avis regardant le projet de loi n° 7126 et les remarques et recommandations formulées par les différents acteurs concernés quant à la mise en œuvre de la future loi ;

- estimant que le nouveau régime des sanctions administratives constitue un changement de paradigme par rapport à la répartition traditionnelle dans l'ordre juridique luxembourgeois entre le rôle des autorités administratives et celui des autorités judiciaires ;
- consciente du fait que la mise en œuvre des lois en projet précitées demandera une bonne coordination entre la Police grand-ducale et les agents municipaux d'une part et entre les communes et le fonctionnaire sanctionnateur d'autre part ;


invite le Gouvernement

- à effectuer une évaluation de la mise en œuvre et de l'efficacité des lois précitées trois ans après l'entrée en vigueur de celles-ci et de procéder à une adaptation législative si nécessaire.


Signatures :



Dan Brückebach



Claude Lanzetta



Marc Humez